

La décentralisation, c'était rapprocher le pouvoir du citoyen sans défaire la solidarité nationale. Au terme de vingt-cinq années de décentralisation et de plusieurs réformes, on peut se demander si ces deux objectifs ont bien été atteints.

Rapprocher le pouvoir du citoyen ? L'opération a été relativement réussie grâce aux élus locaux, aux formes diverses de participation et parfois de lobbying. Mais de quel pouvoir s'agit-il quand les moyens financiers font défaut et que les leviers dans des domaines d'intervention très attendus par nos concitoyens, tels que l'emploi, la sécurité, le pouvoir d'achat, sont ailleurs ? Est-ce un service rendu à la démocratie que de rendre les élus locaux responsables de tout pour mieux mettre en relief les limites de leur action et jeter le doute sur l'action politique ?

Ne pas défaire la solidarité ? Le bilan est trouble. Bien sûr, il reste en France quelque chose du pacte républicain, une exigence d'égalité et de justice. Mais la décentralisation a aussi nourri la mise en concurrence des territoires qui ne profite qu'aux plus forts. Dans une confusion trop souvent entretenue entre choix politiques et organisation de l'Etat, elle a alimenté le dénigrement de l'Etat, ouvrant ainsi la porte à la mise en cause des mécanismes de solidarité collective. L'actuelle revendication, jusque dans nos rangs, d'une évolution des régions à l'image des autonomies espagnoles en est l'illustration éclatante – et inquiétante !

Alors oui, la décentralisation a probablement transformé nos pratiques politiques (je dis probablement car je n'ai en fait jamais vécu politiquement un Etat non décentralisé), elle a mis en mouvement des milliers d'élus locaux de bonne volonté, elle a permis de donner une représentation concrète des réalisations des collectivités locales et donc de faciliter la levée de l'impôt, même s'il est injuste. Elle ne restera un progrès que si elle ne se transforme pas en machine de guerre contre l'idée d'une solidarité universelle incarnée, en France, par l'Etat – autant dire en machine de guerre contre les idées de gauche. A nous d'y veiller.

Irène Félix